

Jeffrey Sachs : proposition de paix pour l'Ukraine contre tactiques du salami de l'OTAN

Jeffrey D. Sachs est un professeur d'économie de renommée mondiale, auteur de best-sellers, éducateur innovant et dirigeant mondial dans le domaine du développement durable. Suivez la chaîne YouTube de Jeffrey Sachs : <https://www.youtube.com/@JeffreyDSachsOfficial> Suivez le Prof. Glenn Diesen : Substack : <https://glennDiesen.substack.com/> X/Twitter : https://x.com/Glenn_Diesen Patreon : <https://www.patreon.com/glennDiesen> Achetez des produits dérivés Diesen : <https://diesen-shop.fourthwall.com/en-nok> Soutenez les recherches du Prof. Glenn Diesen : PayPal : <https://www.paypal.com/paypalme/glennDiesen> Buy me a Coffee : <https://buymeacoffee.com/gdiesen> Go Fund Me : <https://gofund.me/09ea012f> Livres du Prof. Glenn Diesen : <https://www.amazon.com/stores/author/B09FPQ4MDL>

#Glenn

Bon retour parmi nous. Nous recevons de nouveau le professeur Jeffrey Sachs pour parler d'un cadre en faveur de la paix en Ukraine, que vous êtes en train de rédiger. Il n'est pas encore publié, mais je pense néanmoins qu'il est très important d'en parler. Alors, tout d'abord, permettez-moi de vous souhaiter à nouveau la bienvenue dans l'émission.

#Jeffrey Sachs

C'est toujours un plaisir d'être avec vous, Glenn. Merci.

#Glenn

Eh bien, pour entrer directement dans le vif du sujet, quels sont, selon vous, les points essentiels pour mettre fin à cette guerre horrible ?

#Jeffrey Sachs

Je pense que le point essentiel, c'est la différence entre ce que dit la Russie et ce que dit l'Europe, en ce moment. Les deux camps disent que les combats doivent cesser, ce qui est intéressant. L'Europe dit qu'il devrait y avoir un cessez-le-feu. La Russie dit qu'il devrait être mis fin aux hostilités sur la base d'un règlement politique. Autrement dit, la Russie adhère, et je pense à juste titre, à la célèbre idée de von Clausewitz selon laquelle la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens. Autrement dit, ce qui se passe en Ukraine repose sur des fondements politiques. Et je suis d'

accord avec cette analyse russe. Cette guerre n'est pas sortie de nulle part. Elle ne vient pas de ce que l'Occident présente comme le fantasme de Poutine de reconstruire l'Empire russe. Ce n'était rien de tel. Pour ceux d'entre nous, vous y compris, qui suivent cela de près depuis des décennies, cette guerre est en réalité née d'un différend politique.

Le différend politique était simple. Les États-Unis revendiquaient la primauté. Ils disaient : « Nous pouvons faire ce que nous voulons, où nous voulons, et nous pouvons déployer nos missiles et nos troupes à votre frontière, la Russie. » Et la Russie répondait : « Non, c'est une menace directe pour notre sécurité. » L'Occident, c'est-à-dire les États-Unis et l'Europe, disait que les pays pouvaient choisir d'adhérer à l'OTAN s'ils le voulaient. Et la Russie répondait : « Non. Selon les traités européens et les accords de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, aucun pays ne peut chercher à renforcer sa propre sécurité au détriment d'un autre pays. » Autrement dit, il s'agit d'une sécurité inclusive, ou indivisible. Ce sont de vraies questions. Ce sont même les questions les plus importantes de toute la planète. Et l'Europe a refusé de reconnaître qu'il y avait des questions politiques sur la table.

L'Europe voit désormais que l'Ukraine est dans une situation désespérée, confrontée à la destruction imminente de ses infrastructures physiques et de ses systèmes énergétiques, alors que l'hiver arrive. Et l'Europe dit : « Arrêtez les combats. » La Russie, elle, dit : « Parlons de la dimension politique de tout cela. Il y a de vraies raisons à cela, et notre sécurité nationale est menacée par vos actions. » Et, soit dit en passant, ce n'est pas le moindre des problèmes : dans cette guerre, lorsque l'Ukraine se bat, elle le fait avec l'implication directe et immédiate — pas seulement des encouragements, pas seulement des financements, pas même seulement des armes, mais du ciblage, du renseignement, de la stratégie, une participation active — de l'Allemagne, de la France, du Royaume-Uni, et ainsi de suite. La Russie dit donc qu'il s'agit d'une question de sécurité. Au fond, pour résoudre cette guerre, il faut résoudre le problème de sécurité. Je suis entièrement d'accord avec cette position.

Je veux que la guerre s'arrête. Je pensais que cette guerre n'aurait jamais dû avoir lieu. Avant le début de l'opération militaire spéciale de la Russie, en février deux mille vingt-deux, j'ai demandé à la Maison-Blanche de Biden de simplement déclarer que l'OTAN ne s'élargirait pas à l'Ukraine, afin d'éviter la guerre. Et, bien sûr, on m'a répondu deux choses. Premièrement : non, nous ne renoncerons jamais au droit de l'Ukraine d'adhérer à l'OTAN. Un droit auquel, moi, je ne crois pas du tout. Mais ils ont dit qu'ils n'y renonceraient pas. Et on m'a aussi dit : « Ne vous inquiétez pas, il n'y aura pas de guerre. » J'ai donc vu l'incompétence de mes propres yeux. C'est ce que je crois. Et en Europe, je vois de l'incompétence, je suis désolé de le dire, en ce moment même. Il ne s'agit pas seulement d'un désaccord sur cette guerre. C'est une forme d'incompétence européenne que je vois partout.

Je pense que les Européens, parce qu'ils ne parlent pas aux Russes, ne comprennent pas. C'est étrange, parce que les Russes le disent tous les jours. Mais je pense qu'ils ne comprennent pas la Russie, ni de quoi il s'agit. Et c'est pour cette raison qu'ils ont continué à mener l'Ukraine au désastre. Avant de m'arrêter là, j'ajoute simplement que certains diraient : non, ils comprennent

parfaitement bien, et ils sont prêts à combattre la Russie jusqu'au dernier Ukrainien. Il y a une part de vérité là-dedans. Une autre vérité, c'est que je suis presque certain que les dirigeants de Palantir et d'autres entreprises de la Silicon Valley, ainsi qu'Eric Schmidt et d'autres, sont tout simplement ravis de tester leurs systèmes d'armes soutenus par l'intelligence artificielle en Ukraine. Pour eux, tout cela semble être très amusant, et représenter de formidables occasions de tester le marché et d'innover.

C'est affreux, mais je pense que c'est vrai. C'est une autre motivation. Mais je pense aussi qu'il y a un angle mort européen très grave. Et je le ressens, Glenn, parce que je parle à des responsables européens. Parfois, je vois bien que ce n'est pas de la posture : ils ne comprennent tout simplement pas. C'est étrange, mais il n'est pas impossible qu'il y ait de tels angles morts. Quand j'ai dit que l'OTAN ne devrait pas s'élargir, un responsable européen m'a répondu : « Eh bien, les États-Unis l'ont déjà dit. » Et j'ai répondu : « Oui, mais vous, vous ne l'avez pas dit. Ce n'est pas dit publiquement, et ce n'est pas devenu une ligne politique. » « Ah bon, c'est intéressant. » Et donc, vous avez ces conversations bizarres, complètement bizarres. Vous plaisantez ? Vous pensez que tout ça, c'est quoi ? Mais c'est réellement comme ça que ça se passe.

#Glenn

Oui, non, c'est un bon point, parce que ça ne peut pas rester implicite. Sinon, on se retrouve avec une autre version de la promesse faite à Gorbatchev de ne pas s'étendre. Et dans dix ans, on pourra dire : « Enfin, on ne l'a jamais promis. Où est le document ? » Donc, bien sûr, je comprends.

#Jeffrey Sachs

Et, Glenn, juste pour ajouter à cela, parce que les gens doivent vraiment le comprendre. Et à moins de l'entendre parfois de leurs propres oreilles, ils ne peuvent pas l'imaginer. Mais en décembre deux mille vingt et un, juste avant l'opération militaire spéciale, l'invasion a commencé, j'ai appelé la Maison-Blanche pour parler au conseiller à la sécurité nationale du président Biden. Et j'ai dit : « Dites que l'OTAN ne s'élargira pas, et évitez cette guerre. » Et il m'a répondu : « Ne vous inquiétez pas, Jeff, l'OTAN ne va pas s'étendre à l'Ukraine. » Il m'a dit ça. J'ai répondu : « Vous plaisantez ? Vous allez avoir une guerre. Dites-le. » Et il a dit : « Non, non, non, on ne peut pas le dire. Nous avons une politique de la porte ouverte. »

#Glenn

C'est quand même bizarre, non ?

#Jeffrey Sachs

Mais c'est ce que je viens de vivre en marge de l'ONU, la semaine dernière. « Oh, les Américains ont déjà dit que l'OTAN ne s'élargirait pas. » J'ai répondu : « Ça a été dit secrètement. Ça a été dit en

privé. Rien n'a été expliqué au public. Et chaque jour, publiquement, des responsables de l'OTAN comme Rutte, et des responsables européens, disent que l'OTAN s'élargira à l'Ukraine. »

#Glenn

C'est...

#Jeffrey Sachs

Vous savez, si c'était un match de lycée, on pourrait le comprendre. Mais là, c'est le drame bien réel qui nous a conduits au bord d'une guerre européenne totale. Et ils sont tellement obtus, ils mentent pour vivre, qu'ils ne voient même pas la différence entre chuchoter quelque chose en privé et le dire à voix haute. À moins que toute l'idée soit la suivante : on triche quand on veut, on le nie quand on veut, on ne veut pas en parler, on peut faire un clin d'œil, et ainsi de suite. Mais tout cela est un désastre, la manière dont les choses se sont déroulées. Et j'attribue une énorme responsabilité aux Européens. Bien sûr, ce sont les Américains qui ont concocté toute cette folie. Il n'y a aucun doute là-dessus.

Tout cela concerne la primauté américaine. Brzezinski l'a parfaitement expliqué en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept. Tout est là, noir sur blanc. Facile à lire, facile à comprendre. L'Ukraine est un pivot géopolitique. Cela veut dire que c'est un endroit utile aux objectifs stratégiques américains. Tout est expliqué. Mais quand Trump, qui est certes incompetent, incohérent, difficile à gérer, a dit : « Bon, arrêtons ça. L'OTAN n'est pas obligée de s'étendre », ce sont les Européens qui se sont agités en disant : « Non, non, non, nous devons continuer à nous battre. » Maintenant, ils disent qu'il faut un cessez-le-feu, qu'il faut un cessez-le-feu, mais sans aborder aucune question politique.

#Glenn

C'est fascinant. Ce n'est pas seulement qu'ils veulent un cessez-le-feu. Ils ne veulent même pas parler à la Russie avant qu'il y ait un cessez-le-feu, alors que la Russie veut un règlement politique avant d'arrêter les combats. C'est donc difficile à résoudre. Mais la question de l'adhésion à l'OTAN devient encore plus compliquée, parce que l'OTAN recourt souvent à cette stratégie graduelle, ou à la tactique du salami. Que ce soit l'élargissement de l'OTAN, la défense antimissile, ou la guerre contre la Russie, tout avance progressivement. Dès lors, ce n'est même plus vraiment une question d'adhésion ou de non-adhésion, parce que l'OTAN accroît progressivement sa présence en Ukraine. D'ailleurs, juste une remarque à ce sujet : vous savez, l'ancien directeur de l'analyse sur la Russie à la CIA, George Beebe, avait averti, en décembre deux mille vingt et un, soit deux mois avant l'invasion russe, que la guerre devenait presque inévitable. Selon ses propres termes, ce serait la dernière occasion pour les Russes de déloger les États-Unis et l'OTAN d'Ukraine, parce qu'ils s'y implantaient de plus en plus. Donc, cette progression graduelle a bien eu lieu.

#Jeffrey Sachs

C'est exactement ça. Et c'est intéressant. Lui, de l'intérieur de la CIA, et moi, de l'extérieur, nous disions apparemment la même chose. Je ne lui en parlais pas, mais Jake Sullivan entendait sans doute de nous deux : « Arrêtez ça. Ça devient vraiment irresponsable. » Mais le fait est que, et cela a été largement vanté durant le premier mandat de Trump, ils construisaient en Ukraine une armée d'un million d'hommes, la plus grande armée d'Europe, entièrement interopérable avec l'OTAN, tout en répétant chaque jour que l'Ukraine allait rejoindre l'OTAN. À un moment, on se dit : enfin, voyons. Vous construisez cette armée, vous la rendez interopérable, vous envoyez des systèmes d'armes lourdes.

Tout est annoncé sous l'intitulé selon lequel l'Ukraine rejoindra l'OTAN. Peut-être que l'objectif est bien que l'Ukraine rejoigne l'OTAN. C'est donc exactement ce à quoi nous étions confrontés. Et vous pouvez voir ces tactiques dès le début. Vous savez, le trente janvier mille neuf cent quatre-vingt-dix, Hans-Dietrich Genscher a prononcé son célèbre discours de Tutzing. Il a déclaré que l'OTAN n'irait nulle part plus à l'est qu'elle ne l'était alors, parce que c'était la préoccupation centrale de sécurité de l'Union soviétique. La semaine suivante, les États-Unis et l'Allemagne ont donné à plusieurs reprises à Gorbatchev des assurances explicites : l'OTAN ne se déplacerait pas, selon les mots de James Baker troisième, le sept février mille neuf cent quatre-vingt-dix, d'un seul pouce vers l'est. Pas d'un seul pouce.

Et au fait, ils ont inventé cette connerie selon laquelle, oh, ce n'était pas d'un pouce en Allemagne de l'Est, mais oui, jusqu'en Ukraine. C'est devenu l'une des absurdités les plus totales de ces trente-six dernières années, parce qu'ils disent n'importe quoi pour essayer de s'en tirer. Mais à partir de là, pas d'un pouce vers l'est. C'est aussi ce qu'Helmut Kohl, le chancelier, a transmis au président Gorbatchev le dix février, puis ce qui a été répété sans cesse. Ensuite, la tactique du saucissonnage. Oh, bon, oui, peut-être. Mais dans tous les cas, nous aurons un Conseil Russie-OTAN.

Nous allons conclure un accord avec la Russie. Oh oui, l'OTAN va s'élargir, mais seulement à trois pays : la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. C'est très loin de vos frontières. Brzezinski, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept, comme je l'ai mentionné, l'a expliqué dans un article très clair. Sans parler de son livre, « Le Grand Échiquier ». Dans un article très clair publié dans Foreign Affairs, il a indiqué que l'Ukraine devait rejoindre l'OTAN entre deux mille cinq et deux mille dix. Donc, une tactique du salami. En deux mille quatre, sept autres pays entrent : la Roumanie, la Bulgarie, la Lettonie, la Lituanie, l'Estonie, la Slovaquie et la Slovénie. D'accord, là, on se rapproche vraiment. Et puis, bien sûr, il y a le sommet de Bucarest, où la chancelière Merkel écrit dans ses mémoires que, oui, cela équivalait à une déclaration de guerre envers le président Poutine.

Puis, bien sûr, en deux mille deux, il y a eu le retrait du traité sur les missiles antibalistiques. À l'époque, cela préoccupait gravement la Russie, parce que cela signifiait l'installation de systèmes de missiles américains près de ses frontières, les systèmes Aegis. Et cela voulait dire que le délai entre un lancement et une destruction massive en Russie était réduit à quelques minutes. Ce retrait unilatéral d'un traité qui constituait la pierre angulaire de tout le système d'accords sur les armes

nucléaires a donc aussi été un véritable choc pour la Russie. Et puis, ça a continué encore et encore, par tactique du salami, comme vous le dites : la Serbie en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, la guerre en Irak en deux mille trois, la Syrie, la Libye en deux mille onze, puis le coup d'État du Maïdan, avec Victoria Nuland, ses biscuits, et sa discussion sur la composition du prochain gouvernement ukrainien, interceptée par les Russes et mise en ligne pour que nous puissions tous l'entendre.

Et puis, Trump qui constitue en Ukraine une armée d'hommes à un million de dollars. C'est la CIA qui opère sur une période de trente ans. C'est une opération longue et soutenue, avec pour objectif la primauté américaine. Les Européens ne comprennent-ils pas cela ? Ne savent-ils pas de quoi il s'agit ? Eh bien, je sais que certains le comprennent. Parce que je sais que certains des dirigeants actuels, qui étaient dans la salle à Bucarest en deux mille huit, étaient horrifiés, en deux mille huit, de voir Bush pousser l'Europe à s'engager pour que l'OTAN s'étende jusqu'en Ukraine. Ils savaient que c'était extrêmement dangereux.

Aujourd'hui, ce sont eux les plus fervents défenseurs de cette ligne, comme s'il n'y avait aucun problème, comme s'il n'y avait rien à discuter. C'est donc ce qui nous a conduits à cette crise. Et c'est pourquoi, ces dernières semaines — et même depuis des années —, je le répète : soyez explicites sur ces points. Prenez en compte les préoccupations de sécurité de l'Europe, de l'Ukraine et de la Russie. Ce qui, fait intéressant, est exactement ce que dit la Russie. Ce n'est pas faire l'apologie de la Russie ou de Poutine. La Russie dit, à juste titre, qu'il faut une sécurité inclusive. Alors parlons de sécurité pour tout le monde, pas seulement des prérogatives ou des caprices de l'OTAN.

#Glenn

Oui, alors, sur les tactiques du salami : si les pays les utilisent, ces changements progressifs, c'est notamment parce que ça réduit les résistances, dans notre propre opinion publique, mais aussi chez nos adversaires. Disons qu'en mille neuf cent quatre-vingt-dix-neuf, nous avions dit : « D'accord, on va étendre l'OTAN. On va aller jusqu'en Ukraine. » Les gens auraient pensé qu'on était fous, parce que tout le monde savait que cela voulait dire la guerre. Donc, ça n'aurait pas pu se faire. C'est pareil pour cette guerre contre la Russie. Quand la Russie a envahi l'Ukraine, si l'OTAN avait dit : « D'accord, nous allons fournir des missiles à longue portée pour frapper loin à l'intérieur de la Russie et viser des infrastructures civiles », l'opinion publique aurait pensé qu'on était fous.

Il faut donc avancer par petites étapes, mais cela empêche aussi l'adversaire de faire de grands pas. Et dès que l'adversaire riposte, la Russie semble alors réagir de manière disproportionnée ou, pour reprendre le langage de l'OTAN, sans provocation. Et je pense que c'est précisément pour cela qu'on ne peut pas avoir de débat rationnel. Parce que dès qu'ils disent « sans provocation », cela veut dire : eh bien, nous ne faisons que combattre une Russie expansionniste. C'est le nouvel Hitler. Et, à partir de là, aucun compromis n'est possible. Il faut simplement arrêter Hitler aux portes.

#Jeffrey Sachs

Ce qui est intéressant pour nous, Glenn, c'est que, puisque c'est notre métier, nous lisons des documents, des déclarations et des plans. Et dans ce cas précis, c'est absolument fascinant de lire le récit que Brzezinski fait de tout cela, en mille neuf cent quatre-vingt-dix-sept. Le Grand Échiquier porte le sous-titre : « Les impératifs stratégiques de la primauté américaine. » Donc l'idée est exposée clairement. Pas par petites tranches, comme dans une tactique du salami, mais dans la définition, dans l'objectif et dans les résultats. Et ce qu'il expose, c'est que l'Amérique aura la primauté, aussi loin que l'on puisse voir, en Eurasie. C'est intéressant, parce que l'Amérique n'est pas une puissance eurasiennne, bien sûr. L'Amérique est en Amérique, sur le continent américain. Mais l'Amérique aura la primauté en Eurasie : la primauté sur l'Europe, sur la Russie, sur la Chine et sur l'Inde.

C'est l'objectif. Et ensuite, il explique comment atteindre cet objectif. Et cela passe par cette expansion du pouvoir vers l'est. Il dit que ce sera une expansion de l'Europe vers l'est, en quelque sorte... Donc, l'Union européenne prendra ce qu'elle veut. Mais cela sera combiné à l'O.T.A.N. Et il précise bien que ce sont les deux. L'O.T.A.N., c'est le volet militaire. C'est le cadre politique. Ce sera un cadre dirigé par les États-Unis. Et donc, quand on a des documents comme celui-là — et ils apparaissent presque inévitablement dans de nombreux contextes — on en trouvait déjà dès mille neuf cent quatre-vingt-douze, avec le projet de Wolfowitz sur la stratégie américaine après la disparition de l'Union soviétique.

Il existe un document similaire, vraiment fascinant, signé Blackwill et Tellis, datant de mars deux mille quinze, sur la grande stratégie américaine vis-à-vis de la Chine. Il décrit presque exactement ce qui s'est passé au cours des dix années suivantes. Donc, comme il faut obtenir l'alignement de nombreuses forces du côté américain pour mener ce jeu de primauté à long terme, ils ne le cachent pas à tout le monde. Il faut simplement lire attentivement. Il faut que ce soit votre métier, ou alors il faut comprendre ce que vous dit le magazine Foreign Affairs. Parce que c'est là que l'establishment de la politique étrangère fait passer son message à Wall Street, essentiellement, et, disons, à la base de l'establishment new-yorkais, sur ce qui va venir ensuite.

L'exposer, mais pas dans un journal, pas dans les médias, pas dans un discours. On n'a pas eu un discours présidentiel disant : « Ce soir, je vais présenter le plan directeur de la suprématie américaine. » Et, bien sûr, la réaction aurait été : « Vous plaisantez ? » La vertu de Trump, c'est que, comme il n'a absolument aucun filtre et qu'il n'est pas très brillant, il dit beaucoup de choses qui révèlent les véritables intentions et les véritables objectifs, d'une manière qui est normalement censée rester cachée. Pour ceux d'entre nous dont le travail consiste à lire ces documents, on voit la stratégie telle qu'elle est réellement exposée. C'est intéressant. Et il est important, pour cet État profond, de diffuser ces doctrines de façon très restreinte, parce qu'il doit organiser les intérêts de Wall Street.

Ils doivent rallier les milieux d'affaires les plus importants. Ils doivent rallier la Silicon Valley. Ils doivent obtenir le soutien de certaines élites de l'opinion publique. Ils expliquent donc la stratégie à

long terme, pas seulement la tactique du salami. Mais jamais dans un discours présidentiel. Jamais dans un document politique clair du gouvernement des États-Unis. Tout cela est caché. Tenue hors de vue. Mais il existe des endroits où l'on peut le trouver, et Brzezinski est l'une des sources les plus intéressantes. Concernant la Chine, un document fascinant de Robert Blackwill et Ashley Tellis, en deux mille quinze, exposait la stratégie pour les dix années suivantes vis-à-vis de la Chine : comment contenir la Chine. Un document de la RAND, par exemple, intitulé « Étendre la Russie », en deux mille dix-neuf, présentait toutes les options concernant la Russie. Car la RAND est, en substance, un groupe de réflexion de l'État profond américain. Donc, ce n'est pas impossible à trouver.

Ce ne sont pas seulement des suppositions, et ce ne sont pas seulement des initiés qui deviennent des exclus. On le trouve dans la documentation. Mais l'écart entre ce que documente le New York Times, disons, et la réalité est immense, parce que le New York Times est la vitrine publique de la propagande. Ce n'est qu'un récit. C'est ce « non provoqué » répété sans cesse. C'est devenu le même du New York Times lui-même. J'ai compté une fois, après le début de l'invasion russe, en février deux mille vingt-deux : au cours de l'année qui a suivi, dans les pages d'opinion du New York Times, le mot « non provoqué » — pas seulement l'idée, mais le mot lui-même — a été employé vingt-six fois dans des articles. Cela devient donc un jeu de récit. Même si vous y croyiez, vous n'emploieriez pas exactement le même mot. Mais c'est devenu le même du récit destiné au public. Tout cela pour dire qu'il y a eu un plan. C'était un plan visant à assurer la primauté américaine.

Ce n'est pas vraiment un plan caché, mais il faut faire le lien. Et une partie de la primauté américaine consistait à ce que l'Amérique atteigne les frontières de la Russie avec son alliance militaire. Et, plus précisément, selon moi — mais c'est assez clairement énoncé —, il s'agissait d'encercler la Russie dans la région de la mer Noire. Peut-être même en prenant, littéralement, la base de Sébastopol après le coup d'État de Maïdan, en deux mille quatorze. L'idée, c'était que l'Ukraine, la Roumanie, la Bulgarie, la Turquie et la Géorgie deviennent toutes membres de l'OTAN. Regardez la Russie sur cette carte. C'est, en gros, la stratégie de Lord Palmerston et de Napoléon III pendant la guerre de Crimée, de mille huit cent cinquante-trois à mille huit cent cinquante-six. C'est essentiellement la même guerre, menée cent cinquante ans plus tard avec des armes américaines au lieu d'armes britanniques. Mais, au fond, c'est la même guerre : chasser la Russie de la mer Noire. Et alors, comme l'a dit Brzezinski, en substance, la Russie cesse d'être un empire eurasiatique. C'est l'objectif de la primauté.

#Glenn

Eh bien, je voudrais simplement conclure en disant que certains de ces plans sont assez... comme vous l'avez dit, ils sont assez explicites. Autrement dit, les États-Unis ont une stratégie clairement affichée pour restaurer leur primauté mondiale. Alors, que faut-il faire ? Il faut affaiblir les centres de pouvoir concurrents. Donc, vous avez la Russie : il faut la briser. L'Iran : il faut, en quelque sorte, le détruire. Et l'économie chinoise : il faut la faire reculer. Je le dis très ouvertement. L'envoyé de

Trump, Keith Kellogg, a même déclaré : « Nous pouvons faire sortir la Russie du rang des grandes puissances en utilisant les Ukrainiens, puis nous pourrions nous concentrer sur la Chine. » Donc, ils sont très explicites.

Ce que j'aime vraiment dans cette proposition, c'est que, vous savez, si l'on reconnaît que la guerre en Ukraine est le symptôme d'une architecture de sécurité européenne défailante, alors on peut y remédier. Parce que si l'on réforme l'architecture de sécurité européenne, pour la rendre positive, inclusive ou indivisible, comme vous l'écrivez, alors cela renforcerait la sécurité de la Russie, de l'Occident et de l'Ukraine. Cela effacerait les lignes de division d'une Europe divisée, et cela sauverait aussi l'Ukraine. C'est donc vraiment une voie à laquelle tout le monde peut adhérer, une voie où la paix ne dépend pas de la défaite de l'adversaire — qui est, dans ce cas, la plus grande puissance nucléaire du monde. Et cela devrait nous préoccuper. Une dernière réflexion ?

#Jeffrey Sachs

Oui, c'est le cœur de l'argument. Ceux qui connaissent l'art de la paix comprennent le rôle stratégique de la neutralité. Pour parvenir à la paix, il est important d'avoir des États neutres, ou des États tampons. Cela permet de maintenir les grandes puissances à distance les unes des autres. Et l'Ukraine est le cas classique où la neutralité est nécessaire. Glenn, l'idée fondamentale que j'essaie de faire comprendre aux diplomates européens ces dernières semaines, c'est la suivante : il faut revenir à la question de la sécurité inclusive. C'est le cœur de tout cela, et c'est aussi la clé pour y mettre fin. En réalité, mettre fin aux combats n'est pas aussi lointain que cela peut paraître aujourd'hui, si l'on s'y prend ainsi. Si les Européens reconnaissaient qu'il y a de véritables enjeux de sécurité sur la table — les mêmes qui le sont depuis trente-six ans et qui sont discutés sans interruption depuis trente-six ans — alors nous pourrions réellement parvenir à une solution qui fonctionne.

Donc, mon idée de base, c'est un cessez-le-feu, la fin des hostilités. Pas seulement un cessez-le-feu, mais aussi le retour à la neutralité de l'Ukraine. Il faut une définition très claire de l'OTAN : l'OTAN ne s'élargira pas, n'aura pas l'intention de s'élargir, et mettra fin à son expansion vers l'est, qui n'aurait jamais dû avoir lieu dès le départ. Mais il faut y mettre fin maintenant, parce que cela va à l'encontre des engagements pris et d'une sécurité inclusive. Donc, cela prendra fin vis-à-vis de l'Ukraine. Cela prendra fin vis-à-vis de la Géorgie. Et cela prendra fin, de manière générale, pour toute nouvelle expansion vers l'est. Et, bien sûr, une ligne d'armistice sera tracée. Quant à savoir si elle couvrira l'ensemble du Donbass ou suivra la ligne de contact actuelle, laissons les diplomates en discuter. C'est une question qui doit être débattue. Je ne pense pas qu'on parviendra, dans un premier temps, à un règlement de jure des frontières, parce que l'Ukraine pourrait dire : « C'est notre terre ancestrale », ou : « C'est une terre qui nous appartient. »

Mais ce qu'implique une ligne d'armistice, c'est l'arrêt des combats. Les deux camps reconnaissent le territoire et la ligne qui auront été fixés. C'est là que s'exercera effectivement l'administration à l'avenir. Les deux parties renoncent à recourir à la force pour reprendre des territoires qu'elles revendiquent, et s'engagent à utiliser la diplomatie pour tout échange territorial ou toute autre

évolution qui pourrait survenir à l'avenir. L'idée, donc, c'est de mettre fin à la guerre sur la base de ce qui l'a réellement provoquée : l'élargissement de l'OTAN serait arrêté. L'Ukraine serait neutre. Et je me souviens de ce que je voulais dire tout à l'heure : l'OTAN... pardon, l'Ukraine voulait être neutre. C'était la politique établie du pays au début de l'Ukraine indépendante.

C'était la politique du président Viktor Ianoukovytch durant son mandat, de deux mille dix à deux mille quatorze. C'était l'une des raisons pour lesquelles les États-Unis voulaient renverser Ianoukovytch : il voulait la neutralité. Or, l'approche occidentale, l'approche stratégique des États-Unis, c'était bien sûr l'élargissement de l'OTAN. Les États-Unis détestaient la neutralité. Un pays qui cherche la primauté déteste la neutralité, comme les Athéniens détestaient la neutralité de Mélos pendant la guerre du Péloponnèse. Les États-Unis ont rejeté la neutralité en Europe. Ils ont rejeté la neutralité de l'Allemagne après la Seconde Guerre mondiale. Une grave erreur. Cela a conduit à une Europe divisée pendant des décennies. Les États-Unis ont rejeté la neutralité de l'Europe centrale et orientale après la fin de la guerre froide. Une grave erreur.

Cela nous a conduits au fiasco actuel. S'ils avaient regardé le succès de la neutralité de la Suède, de la Finlande, de l'Autriche, de la Suisse, ils en auraient tiré une leçon essentielle. Une leçon que, malheureusement, nos diplomates et notre État profond, dans leur arrogance, n'ont jamais voulu apprendre : la neutralité est un outil de paix. Et l'Ukraine devrait être neutre. L'OTAN devrait cesser de s'élargir. Il faudrait instaurer un armistice. Les lignes d'armistice devraient être celles au-delà desquelles aucune des deux parties ne recourrait à la force pour faire valoir d'autres revendications territoriales. Cela peut laisser de nombreuses questions ouvertes pour l'avenir. Mais cela signifie que la guerre pourrait s'arrêter maintenant. Elle pourrait s'arrêter avant la destruction de ce qui reste du système énergétique ukrainien. Elle pourrait s'arrêter avant des souffrances de masse.

Cela pourrait s'arrêter avant que les Européens ne trébuchent vers une guerre nucléaire, du fait de leur incapacité totale, ces dernières années, à traiter directement les problèmes qui se posent. C'est donc ce que j'ai dit, et que j'ai essayé de faire comprendre, à de hauts responsables européens. Et je reste convaincu que, même si la diplomatie paraît désespérée, nous devrions saisir la moindre lueur d'espoir. Par exemple, cette rencontre de vingt minutes, absolument glaciale, entre le ministre des Affaires étrangères Lavrov et le ministre allemand des Affaires étrangères Wadepuhl. Il faut au moins y voir une lueur d'espoir : la diplomatie, plutôt que cette absurdité destructrice, peut être la voie pour sortir de ce chaos dans lequel les États-Unis ont entraîné l'Europe, mais que l'Europe semble désormais déterminée à aggraver.

#Glenn

Oui, c'est ce qu'on laisse souvent de côté dans ce discours sur le fait de soutenir l'Ukraine ou de l'aider : entre mille neuf cent quatre-vingt-onze et deux mille quatorze, seuls environ vingt pour cent des Ukrainiens voulaient rejoindre l'OTAN. Nous savions qu'en deux mille dix-neuf, soixante-treize pour cent ont voté pour, essentiellement, la mise en œuvre des accords de Minsk, afin de faire la paix avec la Russie et le Donbass. Cela aurait impliqué la neutralité. Et puis, bien sûr, en deux mille

vingt-deux, il y a eu l'accord d'Istanbul, qui aurait rétabli la paix, et qui a lui aussi été torpillé par les États-Unis. Exactement. Donc oui, je pense que la neutralité est clairement la solution ici. Mais je vous ai déjà pris trop de temps. Alors, merci infiniment de vous être joint à nous aujourd'hui.

#Jeffrey Sachs

C'est un plaisir d'être avec vous, Glenn, et d'avoir cette conversation. Passez le bonjour à vos amis et collègues là-bas.

#Jeffrey Sachs

Je m'en occupe. Merci encore. Merci. Au revoir.